Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

CANTON DE LA VALLÉE DE L'ORBIEL

Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.

Dépôt légal 4ème trimestre 2024

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités…). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLEANCES

CANTON DE LA VALLÉE DE L'ORBIEL

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

Collectif des Petits Patrons et Artisans - Antenne Conques-sur-Orbiel

Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le Maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les Administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, éléctriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Conques-sur-Orbiel et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue

la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le Ministre Jérôme Cahuzac a instauré une Taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33% d'Impôt sur les Société, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la Taxe Cahuzac, soit 42% ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la Bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumons économique de nos territoires.**

NOTRE REVENDICATION
À INSCRIRE AU CAHIER DE DOÉLANCES DE Mairie de Conques-sur-Orbiel
est donc la supression, à compter du 01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC confiscatoire,
qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales.

Un peu plus de pouvoirs pour les Maires, dans leur Commune
Remettre l'I S F
Augmentation du SMIC
Beaucoup plus d'aide pour les chômeurs
Suppression des taxes
Arrêter la CSG des Retraités
Suppression de Sénateurs
Bien diminuer leur salaire et redistribuer aux personnes nécessiteuses, les smicards, les chômeurs, les retraités, certains fonctionnaires ....
Arrêter de payer tous les anciens Présidents de la République
Que MACRON arrête d'employer l'argent des FRANçais pour des voyages à droite, à gauche, qu'il diminue les dépenses de l'Elysée
Voir un RIC
Faire diminuer les prix dans les grandes distributions, etc.....

"Trop de social tue le social"
Redonner à la valeur travail tout son sens - Les zones rurales deviennent des lieux d'accueil pour des jeunes désœuvrés qui méritaient mieux que cette oisiveté qui ne favorise pas l'économie locale et grève les finances des collectivités
Du travail pour les jeunes en zone rurale !

- Pauvres retraités, moins de pouvoir d'achat, et maisons de retraite hors de prix, on devrait nous aller ?
- Donner plus de valeur à la famille en instaurant un vrai statut de la mère de famille et ainsi resserrant le noyau familial.
-

Retraitée de l'enseignement ainsi que mon épouse, nous avons été tous les deux assujettis à l'augmentation de la CSG depuis le mois de janvier 2018.

Cette augmentation a diminué mon salaire de 600 € par an et de 499,20 € pour mon épouse, ce qui fait un total de 1099,20 € pour l'année 2018.

De ce fait, cette année nous ne sommes pas partis en vacances.

Nous n'avons pas profité non plus de la baisse de la taxe d'habitation et ce 7 janvier 2019, je viens d'apprendre que vraisemblablement nous ne serions pas exonérés de cette taxe à l'avenir.

Est-ce que cette mesure est une marque de justice sociale et fiscale ?

Je regrette, qu'après avoir travaillé toute la vie pour avoir une situation et ensuite une retraite correcte, je ne puisse pas aujourd'hui en profiter pleinement.

La Tragedie Numérique

avec la machine (ordinateurs, Tablettes, smartphones, portables, drônes, robots imprimantes 3D, caisses automatiques.... Et l'intelligence artificielle....) Il y a beaucoup plus de négatif que de positif. Des enfants dont le cerveau n'est pas encore formé se renferment, deviennent agressifs ou carrément autistes; c'est pas mieux chez les ados ou pas mal d'adultes qui n'enrichissent que Neurologues et ophtalmos (troubles visuels, maux de tête ou pire). Internet apporte quoi? On communique plus vite.... Probablement.... Mais combien de magouilles, d'espionage, de manipulations, de tricheries ou pire avec des malfaiteurs ou terroristes.... De pannes, bugs complications.... Incidents voire catastrophes nucléaires dans une centrale ou base militaire ou autres infrastructures gérés par des ordinateurs. Imprimante 3D qui construit une maison (maçons au chômage comme des milliers d'emplois dans tous les domaines ou la machine prend la place) les réseaux socios c'est tout et n'importe quoi, tout peut être manipulé, du harcèlement qui pousse au suicide, les abrutis qui passent commande par Internet (plus aucun contact humain et des magasins qui ferment) d'autres des heures devant leurs écrans, leurs portables, leurs consoles.... Ne sachant plus parler, écrire, lire.... Réfléchir.... Accidents mortels à cause des portables et écouteurs.... Des librairies, bibliothèques vont fermer comme les photographes, agences bancaires et tant d'autres services dont les bureaux de Poste .... Le supposé soldat du futur... Une sorte de Terminator. Tout cela représente 10% de la pollution mondiale. Et le Monde est bien malade, des espèces disparaissent et les catastrophes climatiques s'accumulent; une forte éruption solaire peut nous ramener à l'âge de pierre. Le vrai progrès c'est retrouver l'humain, la solidarité, le respect de la Nature et guérir les maladies graves

Il n'y aura plus de Retraites.... les machines (qui fabriquent d'autres machines) ne cotisent pas.

Ces dernières années on donne le BAC pour que de pseudos. étudiants continuent au-delà de 25 ans... Plutot que venir grossir les rangs de Pôle Emploi (ou des centaines de personnes sont radiés tous les mois)

Tout comme l'overdose de Foot à la TV (au détriment d'autres Sports souvent plus passionants exigeants et moins rémunérés) ....Il y en a même du Centralisme et la prépondérance de Paris dans tous les domaines

- Moins de Social se alors que contre partie de la part des récipiendaires (Bénévolat, participation à l'entretien de notre environnement)

- Moins de Ministres
- Moins de députés
- Moins de Sénateurs

- Une meilleure répartition de l'argent
- Revenu universel.

- Moins de structures coûteuses et davantage de Mutualisation

Une haute devoir sous ce qui se passe dans notre pays.
Ensemble les riche, appauvri les pauvres.
Avoir travailler toute ma vie, j'ai du prendre ma retraite à 62 ans, alors que j'aurais tous mes trimestre.
Je demande l'Augmentation des Retraite.
Je demande l'Augmentation des Allocations pour les Handicapés, 2 choses sont à fait en Rapport à notre pouvoir d'Achat, ils doivent être indexés à l'inflation.

Retrait de la C.S.G.
Rétablissement de l'ISF.
Baisse des Taxes (première necessité)
Remettre dans notre pays des usines afin que la population puisse travailler et gagner sa vie dignement.
En ce qui concerne les Repas, Comment voulez vous aujourd'hui assumer puisque en tant que retraité et petites retraite, nos enfants vont payer et se priver de leur bien être, cela est inadmissible.

_ revalorisation du SMIC

_ revaloriser les petites retraites

_ supprimer la CSG sur les retraites

_ baisse de la TVA sur les produits courants

_ limiter l'immigration

_ rétablir l' ISF

_ supprimer minimum vieillesse aux étrangers n'ayant pas travaillé un seul jour en France et venant s'installer en France à la retraite (personne seule 900 euros , alors que certains travailleurs français ayant travaillé dans leur pays et contribué à l'essor de celui-ci , touchent tout juste 500 euros .

_ supprimer la CMU et autres avantages à tous ces émigrés

_ aider davantage les personnes dans le besoin (sdf , chômeurs, etc ...)

_ supprimer le 80 km/h (car à force de surveiller le compteur , risque d'accident par cause d'inattention)

_ mise en place du RIC

_ supprimer les avantages des anciens présidents de la république

_ réduire le nombre de députés à l'assemblée nationale et leurs rémunérations

_ suppression du sénat

_ proportionnelle pour assemblée nationale suite aux élections

_ prendre en compte le vote blanc

_ renationaliser les autoroutes

_ respecter le vote démocratique du peuple français (ne pas faire comme en 2005)

DEBAT NATIONAL

Couple retraitée et pré-retraité, 3200 euros mensuel pour le couple on peut pas dire que l'on est dans le besoin mais beaucoup de domaine nous préoccupe pour les années à venir.
On peut dire que l'on se situe dans la tranche basse de catégorie moyenne des français et la limite est très proche d'être dans les catégories dans le besoin.
Les charges fixes augmentent d'année en année et les pensions stagnent.
Entre les impôts, le gaz électricité eau, assurance complémentaire santé , voiture et habitation plus crédit voiture ces charges représentent 45 % à 50 % de notre budget. Comment ferons nous si l'un d'entre nous venez à disparaître.

Comment faire évaluer notre pouvoir d'achat ? Pacte social ?

Le poste alimentation représente 40 % des ressources disponibles, après charges fixes. Une baisse de la TVA conséquente (5,5 %) sur les produits alimentaires, de base brut (sans intervention d'industriel) serait une bonne chose. Favorise l'achat de produit brut et en parallèle relance des marchés pour les producteurs et agriculteurs.

Poursuivre la baisse des impôts pour les tranches moyennes. Tranches qui ne bénéficient pas de la redistribution des aides. Stopper les aides pour les bénéficiaires de longues durées. Transformer ces aides en travaux généraux rémunérés.

La société change. Maintenant de nombreuses personnes âgées se retrouvent dans des EPHAD.
Une personne ayant travaillées toute sa vie au SMIC ne touche qu'une retraite égale à 50 % du coût dans ces centres. Pour ces personnes le pacte social entre les générations voudrait qu'il existe une prise en charge totale de cette différence de coût.

Solution de financement :

créer nouvelle tranche pour les hauts revenus qui sera taxée plus fortement.

Réduire les dépense publiques en supprimant certaines strates des échelons nationaux et départementaux.

Augmenter la TVA sur les produits de luxe .

L'État et les collectivités :

Faire un choix entre le département et la région. Je pense que le département n'apporte rien de plus pour le citoyen. Je vois plus un découpage : État, Région, EPCI, Communes.
Réduire le sénat à une commission de contrôle et de validation des lois,
Réduction des députés.
Réduire le nombre de mandat à 2 pour les échelons nationaux et à 3 pour les mairies.

Soutien sans équivoque de l'école laïque, l'armée,la police et les hôpitaux. Concernant la justice, l'adapter à plus de fermeté. La voix d'un élu , d'un représentant de l'état, d'un policier doit être prise en compte d'une manière prioritaire lors de procès.

L'état doit soutenir l'implantation de maison de service auquel devrait être associé pour les villages de moins de 3000 habitants, des commerces de première nécessité. Ceci afin de recréer au sein de ces villages une vie sociale. Obligation auprès des organismes bancaires d'installer un distributeur d'argent pour ces villages là. Il est aberrant de faire plus de 10 km pour retirer de l'argent liquide.

Doleances.

Transition ecologique

- gestion des dechets au niveau des communes
- aide pour l'isolation des domiciles des batiments publics.
- developper le solaire,
- mettre en place des deplacements collectifs à la demande -
- travailler sur les carburants les moins polluants, et les voitures electriques ou hybrides.
- les recettes sur le diesel et l'essence doivent servir à financer les investissements en faveur du climat.
- arreter les pesticides
- favoriser le mode de production local
- payer à leur juste valeur les agriculteurs...

- fiscalité.
- Reduire la depense publique -
- Mais = ~~privilégier~~
- ne pas Toucher à l'éducation, la sante, la police (au sens large) la justice la defense -

démocratie

- proportionnelles de 15 à 20 % pour toutes les élections
- Réduire le nombre de parlementaires de 925 à 700 semble raisonnable
- tirage au sort de citoyens pour les associer à la décision publique : commune département.
- vote blanc = pris en compte
- ne pas toucher à la loi de 1905.

Autres = ne pas reclasser les politiques via des commissions avec des salaires hors de prix
- à la fin des mandat des élus de 6 mois à 1 an de salaire puis les élus retournent à leur vie ordinaire et au travail.
- Les élus devraient justifier de leurs notes de frais comme tous salariés.
- Baisser les charges de PME et des artisans
- quand la cour des comptes signale des dysfonctionnements, des recommandations prise en compte de ses remarques.
- la formation des médecins en France est prise en charge par l'état (faculté) et

- les medecins formés par l'etat devraient (3)
rendre à l'etat 3 ans en allant dans
les deserts medicaux -
- Ne pas tomber au mariage pour tous
à l'avortement ....

Handicaps et personnes agées ~~et~~ ou vulnerables

- il faut garder des salariés dans les services
publics pour les personnes les plus demunies
le contact humain reste une chance pour
toutes ces personnes demunies -
- ~~bus~~ multi services : CAF . Retraite . demarches
sociale .....
- Inclusion ce terme me heurte -
tous les Handicapés ne peuvent pas
être inclus et ils auront besoin d'IME

ESAT, foyers de vie, Mas - Il faut faire
attention que leur vie soit douce et
stimulante avec des personnels formés,
- ~~s~~ ecoutifs, et ~~b~~ bienveillant -
et pour finir il faudrait que le travail
soit plus remuneré que les minimas sociaux.

Transition Énergétique :

Imposer aux industriels plus d'efforts. Réduction des emballages, aide sur le tri...
La transition énergétique n'est pas de passer d'une source d'énergie à une autre mais de réduire la consommation.
Pompe à chaleur, voiture électrique, etc.. le tout électrique n'est peut être pas la solution. Sinon il faudra agrandir pour la France le parc nucléaire. Ce rapprocher de l'exemple de la Norvège pour une autonomie énergétique .(L'eau, Le vent, Les marées),

La démocratie et la citoyenneté :

Recours au référendum au niveau communal pour tout projet impactant l'avenir et les finances de la commune.

Rendre obligatoire le vote au niveau national et prendre en compte le vote blanc par la représentativité de citoyens comme pour les jurées de tribunaux.

Revoir notre politique d'immigration, comme dans certains pays (canada par exemple) n'accepter l'entrée de nouveau immigrant que lorsque un contrat de travail est établi.
La France est un pays avec une histoire chrétienne. Refuser toutes notions de communautarisme. Toute personne immigrant en France accepte ses lois, sa langue, ses coutumes. Tout en tolérant les autres religions, ne plus accepter de modifier le mode de vie Français pour intégrer des dictas d'autre religion.

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom :

Prénom

Adresse

Date et signature : "11600 / Conques / Orhet

7/2/19

Loyer / location

- Prix des loyers trop élevé

Un système de contrôle, tel que celui qui a été tenté dans certains zones serait souhaitable

- Préavis ~~de départ~~ / de départ trop long (3 mois) inadapté à la location d'un autre logement. Le locataire se trouve ainsi à payer pour 2 logements pendant 1 ou 2 mois

PARTICIPATION

AU GRAND DEBAT NATIONAL

Fiche individuelle de doléances

Nom :

Prénom :

Adresse : 11600 Conques / Orbiel

Date et signature :

7/2/19

Ecologie

- l'écologie, le réchauffement et la destruction des espèces animales et végétales devraient faire l'objet de mesures urgentes et efficaces afin d'assurer dans un délai bref (5 ans) la conservation du patrimoine naturel de notre planète.

La situation est urgente.

GRAND DEBAT NATIONAL

LES MARTYS

Synthèse des réunions du 1er et du 15 février 2019

1°) TRANSITION ECOLOGIQUE :

Les critères de sélection pour bénéficier des aides sont trop restrictifs. Les aides sont réservées aux personnes ayant des bas revenus, et justement à cause de leurs bas revenus, ces personnes peuvent rarement investir dans un véhicule peu polluant (prix encore trop élevé, impossibilité d'obtenir un crédit pour compléter les aides du gouvernement, budget familial trop limité, etc.).

En milieu rural peu ou pas desservi par les transports publics, inexistants entre deux départements limitrophes appartenant à la même région, proposer des aides pour les déplacements (ex : chèques énergies).

Quant aux voitures électriques, les prix sont encore très élevés, leur autonomie trop courte, elles ne sont pas adaptées pour les longs trajets ~~et les routes de montagnes~~. De plus, leurs batteries sont très polluantes, comment les recycler ?

(1) Reboiser au maximum, trouver des solutions pour piéger le carbone.

(2) Eolien : ~~avant de continuer à le développer, étudier sa vraie rentabilité énergétique~~, ses impacts réels sur la santé (pas encore assez de recul), et sur la ~~nature~~.

2°) FISCALITE :

<u>Impôts</u> :

(3) Tout le monde doit payer des impôts, même d'un petit montant, afin de participer à l'économie du pays.

Remettre en place l'ISF, plutôt que de supprimer 5 € par mois sur l'allocation logement des moins nantis.

Il faut augmenter les tranches d'imposition et revoir les niches fiscales : trop de gros revenus en profitent pour payer peu d'impôts.

Supprimer le C.I.C.E., qui n'a rien changé au chômage, mais qui a surtout profité aux grands groupes industriels. Sinon, afin d'éviter les abus, le CICE non utilisé dans le cadre pour lequel il a été créé, devrait être remboursé par les entreprises.

Taxer les grands groupes internationaux (facebook, amazon, google, etc...)

Diminuer (voir même supprimer) la TVA sur les produits de 1ère nécessité, sous réserve que ça ne profite pas aux grands groupes alimentaires, mais que ça baisse vraiment le prix des produits.

(4) Soutenir beaucoup plus les PME/PMI, elles ne sont pas assez aidées alors qu'elles représentent plus de 99 % des entreprises françaises (près de 4 millions d'entreprises) et près de 50 % des salariés français.

(5) Trop de dépenses « somptuaires » par l'Etat, alors qu'on taxe de plus en plus les classes moyennes

(6) Retraites :

~~Non-indexation des pensions de retraites~~ : indexer les retraites sur le coût de la vie.

Plafonner en mini/maxi les retraites : un minimum équivalent à un SMIG, et un maximum plafonné à 10 000 € ou 12 000 € afin de permettre une meilleure répartition.

Un alignement des critères de retraite : ils doivent être tous identiques.

(7) Pouvoir d'achat :

Les rentrées financières pour les ménages (retraites, salaires) sont gelées, mais pas les dépenses de la vie courante. ~~Sans gel du coût de la vie, comment limiter son augmentation ?~~

3°) DEMOCRATIE ET CITOYENNETE :

(8) Pas de vote obligatoire, chacun doit pouvoir être libre, mais prise en compte du vote blanc. L'électeur s'est déplacé, a voté, et par le vote, a exprimé son mécontentement et son désaccord sur les candidats présentés.

Remise en place de la proportionnelle aux élections afin de mieux refléter la diversité des opinions des électeurs et éviter que les petits partis politiques soient sous-représentés.

(9) ~~Réduire de moitié les députés et les sénateurs~~. Refuser le cumul des mandats, qui malgré la loi, ne serait pas toujours respecté.

Supprimer les privilèges à vie des anciens Présidents de la République (bureaux, service de sécurité, véhicules, personnel, hébergements, transports gratuits, etc...). Idem pour les sénateurs et les députés. Les élus doivent être mis au même régime que l'ensemble des salariés une fois leur mandat électoral terminé.

4°) ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS :

Supprimer le Conseil Economique et Social, jugé inutile.

« Mille feuilles » administratif trop contraignant et trop d'intermédiaires (Communauté de Communes + syndicats + département + région, etc...) ;

Assouplissement de la loi « Notre », trop contraignante, surtout pour les petites communes qui perdent des compétences alors que celles-ci sont bien gérées techniquement et financièrement.

Laisser libre choix aux communes pour la gestion de l'eau : que chaque commune puisse choisir de garder la compétence si elle le désire, modèle le plus économique aussi qui évite de créer encore d'autres instances, avec des directeurs, des ingénieurs, des techniciens, etc... alors que les communes arrivent très bien à gérer leur réseau et leur budget eau sans d'autres frais.

Donner beaucoup plus de pouvoirs aux Maires, qui devraient aussi être mieux rémunérés (surtout dans les plus petites communes).

Permanence en mairie une fois par mois d'un agent administratif pour aider les personnes qui ne peuvent pas se déplacer pour effectuer leurs démarches administratives.

.

Conserver au maximum les services publics locaux (bureaux de poste, gendarmerie, pompiers, hôpitaux).

Création de maisons médicales dans les secteurs ruraux.

5°) EMPLOI ET SALAIRES :

Négocier l'échelle des salaires au niveau national, demander un « Grenelle » des salaires, afin de les équilibrer, toutes branches confondues.

Egalité obligatoire des salaires hommes/femmes pour un même poste. Une différence de salaire doit relever d'une infraction grave à la législation du travail et être sévèrement sanctionnée.

Revoir les contrats de travail en CDD, qui apportent trop d'emplois précaires, surtout chez les jeunes. En conséquence, difficultés pour les salariés en CDD de trouver un logement, d'avoir un crédit, etc. Chacun doit pouvoir vivre décemment de son travail.

Prime d'activité à revoir : elle ne profite qu'à une certaine partie des salariés car elle est basée sur les revenus du foyer fiscal.

6°) VIE SOCIALE :

Supprimer la CMU et les aides sociales. Remplacer par un revenu universel minimum décent, afin d'éviter les discriminations (~~par exemple~~, certains membres du corps médical n'acceptent pas les bénéficiaires de CMU car trop de contraintes administratives). Il est très humiliant pour un patient de s'entendre dire par un médecin ou un dentiste qu'on ne peut pas le soigner car il est bénéficiaire de la CMU. Le côté humain n'est plus pris en compte.

Plus personne ne devrait coucher dehors. On voit de plus en plus de jeunes et même de personnes âgées dormir dans la rue, alors que de nombreux bâtiments publics sont vides (anciennes casernes, gendarmeries, bâtiments industriels, etc...). C'est inadmissible à notre époque. Ne peut-on pas réhabiliter ces bâtiments ?

Embaucher dans les maisons de retraite, les hôpitaux, conserver les maternités et les petits hôpitaux de proximité. Nous manquons considérablement d'infirmiers(ères) et d'aides-soignants(es). Chacun doit pouvoir être soigné et vieillir avec dignité et respect.

Il est inadmissible que ce soit seulement le côté financier qui soit pris en compte. Où est l'humanité maintenant dans notre pays ?

<u>Culture</u> :

Le CSA devrait agir afin que plus d'émissions culturelles et éducatives soient diffusées à la télévision aux heures de grande écoute (plutôt que la nuit).

Développer le civisme, ~~qui est bien peu enseigné désormais~~ dans notre pays.

① Reboiser au maximum nos espaces est une excellente solution pour piéger le carbone et plutôt que de défricher des forêts entières il serait peut être préférable d'effectuer des saignées et reboiser immédiatement ces saignées en laissant la place pour le passage de véhicules de pompiers, ces saignées auraient aussi pour avantage d'être des coupe-feux.
- piéger le carbone à l'aide d'absorbants peut aussi être une solution parmi bien d'autres ...
Il pourrait être judicieux, sur ce sujet, de regrouper toutes les études effectuées jusqu'à ce jour dans tous nos centres de recherches.

② Eolien: ne connaissant pas l'impact de l'éolien sur l'homme et la nature il serait bon avant que de trop développer ce secteur énergétique de prendre un peu de recul.
- A titre préventif : développer l'éolien loin des habitats.

③ Impôts pour tous.
imposer les très bas revenus à 1 € symbolique toujours pour éviter les discriminations, de façon que tous puissent dire, je paie l'impôt sur le revenu.
. les impôts étant pourtant de toute évidence tout le monde parle des impôts et des taxes et des taxes et des impôts

④ Trop, Trop de charges

⑤ ..... et populaires

⑥ Retraites :

Il est demandé de façon ferme un montant de retraite mini équivalent à un SMIC. et ce même en cas de manques de trimestres cotisés -- manques de trimestres trop souvent dus aux aléas de la vie en général aux périodes de chômage ---- etc ...

Il y a mille raisons qui font que parfois les trimestres requis ne sont pas acquis.

Concernant le montant maxi d'une retraite 10000 €/mois ce jour ne serait-il pas suffisant pour une personne ! *

Si nous voulons que notre jeunesse et les plus démunis vivent un peu mieux il va nous falloir faire des saignées dans les trop grosses retraites et les trop gros revenus. (une façon comme une autre de lutter encore contre les discriminations)

Ce n'est pas l'argent qui manque en France c'est la façon dont on le distribue qui demande à être revue et corrigée.

- Nécessité d'uniformiser les régimes de retraite.

* Certains disent 10 à 12 000 €/mois.

(7) ... d'où baisse du pouvoir d'achat
(8) - Refus du vote obligatoire -
- Prise en compte du vote blanc. qui est une expression comme une autre.
(9) Revoir à la baisse le nombre de députés et de sénateurs nécessaires au ~~tou~~ fonctionnement de notre démocratie.
(10) en 1965 l'échelle des salaires allait de 1 à 20.
en 2019 cette échelle est de 1 à 200
(il suffit de faire le rapport entre 20 et 200 pour bien comprendre d'où vient le malaise actuel ---)
(11) Ainsi nous cesserions de parler de
- Seuil de pauvreté (phrase discriminante)
- de C.M.U. (statut discriminant)
- de R.S.A. (situation discriminante.)
cette façon de procéder par Aides Sociales Successives ~~façon~~, et Cumulées ne fait que diviser les Français entre eux, alors qu'il faut essayer de les Réunir.
Diviser pour régner est une très mauvaise "habitude" qu'il va falloir abandonner très rapidement pour apaiser les esprits. "ESPRIT ES-TU LA ?" (il faut savoir aussi rire du tout)

En France nous avons très tristement aujourd'hui comme les Gilets jaunes veillons très attentivement à ce que les multiples discriminations que nous constatons ne nous conduisent pas à l'affichage

obligatoire sur la poitrine
d'un badge au code barre arborant
SDF, RSA, CMU, CHÔMEUR, TRAVAILLEUR
PRECAIRE, RETRAITE au long cours" ... NUL ...
(12) ... Il y a beaucoup Trop de violences
proposées
(13) CIVISME -
Developper enseigner plus de civisme
dans les écoles lycees colleges.
universités ---
- Le civisme c'est -
. moins d'égoïsme.
. un peu plus de coeur.
. savoir balayer devant sa porte
avant d'aller balayer devant la
porte des autres.
- c'est une toute autre justice que
celle du simple capitage.
- c'est essayer de vivre l'intelligence
ensemble.

En synthese le CIVISME
c'est cet écrit participatif
au grand debat National -
(deballage)

MAIRIE
DE
MALVES-EN-MINERVOIS
11600

Tél. : 04 68 77 12 43
Fax : 04 68 77 14 89

MALVES EN MINERVOIS,
Le 22/02/2019

M. le Maire de Malves en Minervois

à

Monsieur Alain THIRION
Préfet de l'Aude
52 rue Jean Bringer
CS 20001
11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Nos réf : CA/JJR

Objet : Cahier de doléances

Monsieur le Préfet,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la copie du cahier de doléances qui a recueilli les demandes de mes administrés depuis le mois de novembre 2018.
Un envoi complémentaire, le cas échéant, sera envoyé avant la date limite du 15 mars 2019.
Je vous précise par ailleurs qu'à ce jour aucune demande de débat n'a émané de la population.

Vous en souhaitant bonne réception,
Je vous prie de croire, **Monsieur le Préfet,** à mes sentiments respectueux.

Le Maire
Jean-Jacques RUIZ

MAIRIE DE MALVES EN MINERVOIS * AUDE *

Date

20/12/2012

Signature

Mr sieur et Mme [redacted]

1° Baisse de la TVA pour 1 mois pour Pouvoir d'Achat.

II Rétablissement de LTSF pour Financer la transition Ecologique !! Et les grandes Entreprises du 4/40 pollueurs payeurs

III Que les Anciens et Futurs présidents de la Republique soient renumérés au prorata de leurs temps de présence au gouvernement. Soit 7 ans pour Giscard, 14 ans pour Chirac, 5 ans pour Sarkozy 5 ans pour Hollande. Idem pour la retraite de nos Députés et Sénateurs.

IV Mise en place d'RTC.

Date	Mr Mme	Signature
10/01/2019	1/ plus de moyen pour les Hopitaux et epHad 2/ pouvoir d'achat Salaires retraite (indexation inflation 3/ rétablissement de L'iSF. 4/ mise en place du RiC 5/ retraite a 60 ans. 6/ Supprimer le Sénat. diminution des Députés et de Tous les privilèges.	
	Mr	
10/01/19	Mise en Place Du R.i.C	
8/2/19	Le CFE des Entreprise est une taxe basée sur le chiffre d'Affaire. Il y a longtemps que le CA ne sert plus ni de base, ni de reference pour le calcul des taxes. Celle ci est donc injuste et obsolètes. 'Commerçant Rétablissement de ISF, car c'est sur que sur les 4 Milliards de Cadeaux fait au riches, seulement quelques milliard d'Euro sont investis	

Date

14.01.19

Signature

- rétablissement de l'ISF.
- retour à la laïcité : interdiction de tout prosélytisme.
- prélèvement à la source sur les revenus des évadés fiscaux : patrons sportifs, ...
- fin de l'immunité présidentielle et de la rémunération à vie des anciens présidents
- interdiction des lobbies au parlement
- priorité à l'éducation nationale plutôt qu'à l'armée
- réindexation des retraites pour favoriser le vrai ruissellement
- création du RIC
- suppression du 49.3
- re-nationalisation des autoroutes
- remboursement des aides par les entreprises bénéficiaires qui licencient
- fin des régimes de retraite spéciaux : fonctionnaires, militaires, élus ...
- interdiction de la corrida
- fermeture des centrales nucléaires
- prohibition des chasses dites traditionnelles sur oiseaux migrateurs : palombes, tries, ...
- justification des frais des parlementaires dès le premier euro
- suppression du défilé du 14 juillet qui [illegible] vitrine de marchand d'armes

16 Janvier 2019.

Madame [redacted]

1) rétablissement de ISF
2) RIC dans la constitution
3) Salaires à revoir pour les hommes et femmes Politique (à la baisse)
4) Contrôle des frais de l'état.
5) lignes SNCF plus dans les petites villes ainsi que les transports en communs.
6) Autoroutes gratuittes
7) Plus de pouvoirs pour les maires et retour des services de l'état dans les villages.
8) Revoir les impots sur le revenues (plus de tranches) (à la baisse)
9) Zéro SDF avant de s'occuper des migrants.
10) Salaires et retraites indexés à l'inflation.
11) Fin des hausses Carburant et produits de nécessités ainsi que EDF.
12) Protéger contre les délocalisations l'industrie Française.
13) Casier Judiciaire Vierge pour tous les hommes et femmes politiques.
14) écouter le peuple, se débrancher d'internet pour vivre avec de temps en temps avec la population.
15) Favoriser les transports de marchandises par les trains.
16) Fin des indemnités présidentielles à Vie.
17) Plus de justice, moins de racket Radar, et d'autres pompes à fric des retraités / CSG ect... /

[redacted]

Date

14 février 2019 — Prise en compte du vote "BLANC" dans toutes les élections.
— Affichage public des impôts payés par les citoyens avec les revenus perçus.
— Rétablissement de l'ordre républicain.

18/02/2019

Je m'interroge sur une problématique bien précise. Pourquoi une personne n'ayant jamais travaillé perçoit l'allocation minimum vieillesse soit environ 800,00€ Dans la mesure où un retraité ayant travaillé a du mal à joindre les 2 bouts pourquoi ce système? Je vous expose une situation qui n'est pas un cas isolé. J'ai peu de revenus en tant que retraité et de ce fait je touche un supplément mensuel, qui est en fait un prêt, car ce supplément devra être remboursé à mon décès par mes enfants ayant un bien immobilier ma résidence principale. Il serait bon que le minimum vieillesse soit versé aux personnes ayant cotisé même peu et pas ~~simplement~~ seulement aux personnes n'ayant jamais travaillé.

Cahier citoyen

« VILLALIER » - « 11410 »

« 11600»

Doléances

1. Installation du RIC
2. Baisse sur la TVA produits premières nécessité.
3. Retour de ISF.
4. Baisse des charges sur les commerçants.

Honte à vous Monsieur le Président, qui laissait des Français mourir de faim et de froid dans nos campagnes, dans nos rues, des Français qui se suicident pour ne plus souffrir…

Honte à vous qui privilégiait les émigrés, plutôt qu'offrir aux Français plus de bien-être…

Honte à vous, qui dénigrait la France d'en bas et qui est pourtant celle qui fait la richesse humaine du pays…

Honte à vous, qui ne connaissait pas les vraies valeurs de la France et des Français…

Je vous mets au défi, vous et votre cour de sous-fifres incompétents, dont personne ne connaît ni les noms, ni les fonctions , qui ne laisseront pas un souvenir impérissable dans nos mémoires et dont le seul rôle bien rémunéré est de dire « Amen » à toutes vos propositions, de venir dans nos campagnes, nos fermes, nos vignes, chez nos petits artisans et de remplacer au pied levé tous ceux qui s'échinent 12 heures par jour, 7 jours sur 7 pour essayer de survivre.
Je ne vous donne pas 24 heures pour demander grâce !

Depuis le 17 novembre 2018, vous savez très bien ce que le peuple français demande : seulement le droit de vivre décemment.

Votre grand débat, calculé pour retarder vos décisions jusqu'aux élections européennes, me fait penser à un sketch du regretté Coluche :

« Dîtes moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer »

Vous voulez faire des économies et faire rentrer des recettes ? C'est tout simple :

1) - Rétablissez l'ISF

2) - Annulez ce passe-droit injuste, qui permet à de nombreux élus de bénéficier à vie de leur salaire, même pour un mandat minimal, de bénéficier également d'escorte et de transports gratuits, alors qu'un grand nombre de vos citoyens touchent une retraite de 600 euros environ, voire moins, pour une vie de labeur, soit entre 40 et 50 ans d'un travail pénible, et que vous n'avez aucune honte à taxer.

3) - Contrôler l'émigration, faites la différence entre les demandeurs d'asile véritables, ceux dont la vie est menacée et ceux qui viennent profiter des larges subventions que vous leur accordez à tour de bras, alors que nos enfants se serrent la ceinture et nous devons les aider pour qu'ils mangent correctement.

- Contrôler leur âge véritable, leur situation familiale réelle, des millions d'euros que vous donnez aux émigrés partent dans leur pays respectifs et sont perdus pour la France.

Rien que pour çà, les économies seraient énormes, la Caf et la Sécu retrouveraient un équilibre financier et ne seraient plus dans le rouge.

J'AI HONTE DE VIVRE DANS UNE DEMOCRATIE, QUI N'A DE DEMOCRATE QUE LE NOM !!!

VILLEMOUSTAUSSOU

Je pense qu'il ne faut pas attendre la fin du grand débat pour prendre quelques mesures symboliques, ne coûtant pas cher, et qui réconcilieraient la population :

Il faut réduire les retraites et avantages des hommes politiques, et hauts fonctionnaires, dès qu'ils ne sont plus en fonction, fixer un plafond maximum de leur retraite, (par ex : 150 000 € par an). Ne pas cumuler plusieurs retraites.

Nos anciens Présidents de la république touchent des retraites beaucoup trop importantes, qu'ils cumulent avec d'autres retraites (de Président de région, Présidents de Département, Anciens Maires....) un plafond limite de revenus doit être fixé.

Ils n'ont pas à être logés par l'Etat.
Ils ont eu la possibilité durant leur vie professionnelle d'envisager un projet immobilier.
S'ils veulent rester dans les logements qu'ils occupent actuellement, ils doivent payer un loyer ou acheter le bien, au prix du marché immobilier de leur quartier.

les gens ne se sentent plus représentés par leur élus ?
mais comment admettre qu'on vote encore des textes de lois
dans un hémicycle quasiment vide à 2 h du matin ?
A l'Assemblée Nationale, tout texte, loi ou amendement, ne doit être voté que si le quorum est atteint. Minimum 50 % de présents dans l'hémicycle.
Comment est-il possible de voter des textes à 2h du matin avec à peine une vingtaine de députés présents.
C'est ce qui s'est passé avec l'amendement sur le glyphosate, il était 2h du matin. Les députés étaient partis, sans savoir qu'un vote allait avoir lieu après leur départ.

Les votes de Lois ou d'amendements doivent être annoncés à l'avance, dans un ordre du jour publié, avec une heure limite de vote. Il est impensable de voter la nuit quand l'hémicycle est vide. L'Assemblée doit arrêter de travailler à 20 h au plus tard.

Les députés doivent être pénalisés financièrement s'ils sont absents, une retenue financière en fonction de leurs absences.

voici des mesures simples à mettre en place, qui ne grèveraient pas le budget de l'Etat.

je vous propose en PJ 3 autres mesures

en souhaitant bonne réception
cordialement

11 620 Villemoustaussou

Propositions

Mesure pour aider les jeunes
Moduler la TVA sur les voitures en fonction du nombre de chevaux.
Les petites voitures doivent être accessibles, elles sont nécessaires aux jeunes pour trouver un 1er emploi. Toutes les voitures de 4 CV (twingo, Fiat Panda…) devraient avoir une TVA à 5.5 %.
La TVA ne changerait pas pour les voitures de 5 CV et 6 CV.
A partir de 7 CV et au-delà, la TVA peut monter jusqu'à 22 %.
C'est le principe de l'ancienne vignette auto. Et c'est facilement applicable, c'est ce qui s'applique sur le chocolat (le chocolat noir de ménage est à 5.50 %, le chocolat avec des noisettes ou amandes est à 20 % de TVA). C'est facile à mettre en place.

Mesures pour aider les retraités
Ne pas taxer les retraites qui sont en dessous de 2 000 € par mois. Il faut que les retraités puissent se payer une maison de retraite, puissent mettre des sous de côté en prévision de la dépendance.

Mesures pour créer de l'emploi dans nos villages, emplois non délocalisables.
L'habitat dans nos villages doit pouvoir être rénové.
Beaucoup de maisons sont fermées. Leurs propriétaires les gardent pour y venir l'été au moment des vacances, avec parfois un attachement affectif, lorsque ce sont des maisons de famille, mais ce sont de véritables gouffres financiers.
Les travaux sur la résidence secondaire devraient permettre une réduction d'impôts comme ceux sur la résidence principale. Avec présentation de facture.
Cette mesure permettrait de lutter contre le travail non déclaré.
Elle créerait de l'emploi dans des villages reculés, emplois non dé localisables ; (chauffagiste, plombier, menuisier, maçon, couvreur…) L'artisanat est le 1er employeur en France.

11 620 Villemoustaussou

Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
  - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
  - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
  - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
  - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
  - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
  - Introduire le scrutin proportionnel,
  - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
  - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
  - Par l'augmentation des petites retraites,
  - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
  - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
  - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
  - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
  - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
    - Le rétablissement de l'ISF,
    - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
    - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
    - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
    - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
    - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
    - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA…) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
    - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
    - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
    - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :

    - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
    - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
    - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
    - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
    - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
    - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.

- Dans le domaine de la formation :

    - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
    - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :

    - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement …),
    - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.

- Puis la préservation du vivant :

    - Par davantage de lois,
    - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
    - Réduire les déchets,
    - Reboiser.

- Sur l'énergie :

    - Taxer les pollueurs,
    - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
    - Réfléchir à l'impact des éoliennes.